

F. 97 — 867

[C - 97/22333]

Arrêté royal portant modification de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires, en application de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui Vous est soumis pour signature, est pris en exécution de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions.

Il vise d'une part, à compléter, et, d'autre part à clarifier certaines dispositions de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires.

Les articles du projet appellent les commentaires suivants :

Article 1^{er}

La définition mentionnée à l'article 2, 3^o, de la loi est modifiée afin de préciser le champ d'application de la loi. Dans ce but, il est précisé que pour avoir la qualité d'affilié, les travailleurs doivent appartenir à la catégorie visée par le règlement et remplir les conditions d'affiliation qui y sont précisées.

Article 2

Cet article reprend l'article 4 existant et y ajoute une liste de distinctions illicites qui n'est pas exhaustive.

Concernant l'examen médical, il y a lieu de remarquer que l'examen médical n'est pas interdit, mais ne peut pas avoir pour effet l'exclusion d'un travailleur.

Article 3

L'article 5 est complété afin de rendre impossible toute discrimination entre hommes et femmes dans les engagements de pension de type charges fixées. Ainsi, l'égalité des chances des femmes et des hommes sur le marché du travail est mieux garantie.

D'autre part cela implique pour ce type d'engagement de pension que la pension des femmes sera inférieure à celle des hommes à cause de l'espérance de vie différente des hommes et des femmes.

Article 4

L'article 6 de la loi offre la possibilité aux affiliés de refuser de participer à une modification de l'engagement de pension qui entraîne une augmentation de leurs obligations. La disposition qui est ajoutée empêche qu'à cause de ce refus les travailleurs concernés n'auraient plus d'engagement de pension au contraire de leurs collègues qui n'ont pas refusé.

Article 5

L'article 7 est modifié afin de supprimer la confusion qui existe quant au contenu à donner à cet article à propos des mots « après un an de service ». En effet, l'objectif de cette disposition était de permettre à l'affilié de faire valoir des prestations acquises après un an d'affiliation.

Article 6

L'article 8 est complété afin de poser clairement que sur le plan de l'affiliation aussi les travailleurs à temps partiel ont les mêmes droits que les travailleurs à temps plein. Sinon, l'objectif de l'article ne serait pas atteint.

Article 7

La modification de l'article 9 réalise une information meilleure et plus complète de l'affilié concernant ses droits acquis.

Article 8

La modification de l'article 9 entraîne que la première phrase de l'article 10 doit être adaptée. En effet, les prestations mentionnées à l'article 10 sont celles qui servent de base au calcul des réserves acquises et pourraient ne pas être égales aux prestations acquises elles-mêmes qui sont communiquées à l'affilié.

N. 97 — 867

[C - 97/22333]

Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen, met toepassing van artikel 19 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, is genomen in uitvoering van artikel 19 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Het heeft tot doel, enerzijds, het vervolledigen en, anderzijds het verduidelijken van enkele bepalingen van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen.

De artikelen van het ontwerp geven aanleiding tot de volgende commentaren :

Artikel 1

De in artikel 2, 3^o, van de wet vermelde definitie wordt gewijzigd teneinde het toepassingsgebied van de wet te verduidelijken. Daarom wordt bepaald dat, om de hoedanigheid van aangeslotene te hebben, de werknemers tot de in het reglement beoogde categorie dienen te behoren en aan de aansluitingsvoorwaarden moeten voldoen die in het reglement bepaald zijn.

Artikel 2

Dit artikel herneemt het huidige artikel 4 en voegt er een niet exhaustieve lijst van ongeoorloofde onderscheiden aan toe.

Aangaande het medisch onderzoek dient er op gewezen te worden dat het medisch onderzoek niet verboden is, maar dat dit niet de uitsluiting van een werknemer tot gevolg mag hebben.

Artikel 3

Artikel 5 wordt aangevuld teneinde op het vlak van de bijdragen ieder onderscheid tussen mannen en vrouwen onmogelijk te maken in pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen. Op die wijze worden de gelijke kansen van vrouwen en mannen op de arbeidsmarkt beter gewaarborgd.

Anderzijds impliceert dit voor dat type pensioentoezegging dat het pensioen van de vrouwen lager zal zijn dan dat van de mannen als gevolg van het verschil in levensverwachting tussen mannen en vrouwen.

Artikel 4

Artikel 6 van de wet biedt de aangeslotenen de mogelijkheid om te weigeren, deel te nemen aan een wijziging van een pensioentoezegging die een verhoging van hun verplichtingen meebrengt. De toegevoegde bepaling voorkomt dat ten gevolge van die weigering de betrokken werknemers geen pensioentoezegging meer zouden hebben in tegenstelling tot hun collega's die niet geweigerd hebben.

Artikel 5

Artikel 7 wordt gewijzigd teneinde de bestaande verwarring weg te nemen betreffende de inhoud die aan dit artikel dient gegeven te worden aangaande de woorden « na één jaar diensttijd ». Het doel van deze bepaling was inderdaad de aangeslotenen de mogelijkheid te geven rechten te doen gelden op verworven prestaties na één jaar aansluiting.

Artikel 6

Artikel 8 wordt aangevuld om duidelijk te stellen dat ook op het vlak van de aansluiting de deeltijdse werknemers dezelfde rechten hebben als de voltijdse werknemers. Zo niet zou de door het artikel beoogde doelstelling niet bereikt worden.

Artikel 7

De wijziging van artikel 9 bewerkstelligt een betere en vollediger informatie voor de aangeslotene in verband met zijn verworven rechten.

Artikel 8

De wijziging van artikel 9 brengt mee dat de eerste zin van artikel 10 dient aangepast te worden. Inderdaad, de prestaties vermeld in artikel 10 zijn de prestaties die dienen als basis voor de berekening van de verworven reserves en ze kunnen eventueel verschillen van de verworven prestaties zelf die aan de aangeslotene worden meegedeeld.

L'article 10, 2ème tiret, est complété de manière à ce que les rentes de survie après la retraite soient également prises en compte pour le calcul des réserves acquises et ce, afin de pallier à un oubli. En effet, comme le prévoit l'article 2, 1°, les pensions complémentaires comprennent non seulement les pensions de retraite mais également les pensions de survie, après la retraite.

Article 9

Le deuxième paragraphe de l'article 11 est complété afin de faciliter la preuve concernant les communications obligatoires. Ces communications doivent se faire par écrit.

Le troisième paragraphe de l'article 11 est remplacé. En effet, cet article partait du principe que la prestation limitée à la partie des cotisations non utilisées pour la couverture du risque, majorées d'un taux d'intérêt de 4,75 %, pouvait être inférieure au montant des prestations prévues au règlement et ce lors de la première année d'affiliation. Or, il s'avère, qu'en pratique ce principe est non seulement rarement vérifié mais c'est plutôt l'effet inverse qui se produit. Par conséquent, afin de tenir compte de l'objectif visé par cette disposition lorsque l'engagement de pension implique le paiement de cotisations personnelles, la partie des réserves afférente à ces cotisations qui n'ont pas été consommées pour la couverture du risque est acquise à l'affilié.

D'autre part, cette proposition confère également ce droit à l'affilié lorsque celui-ci a moins d'un an d'affiliation, et ce, nonobstant l'article 7.

Le taux d'intérêt de 4,75 % qui est prévu dans l'article existant, n'est plus précisé dans la mesure où ce taux est susceptible d'être modifié. Le projet fait, par conséquent, référence aux arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975.

Article 10

L'article 12, § 1, est modifié afin de poser clairement que la loi vise tous les cas de départ de l'affilié autrement que par décès ou mise à la retraite, en ce compris les retraites anticipées. Ainsi non seulement est visé l'affilié qui change d'employeur mais également celui qui, au moment de l'expiration de son contrat de travail, n'a pas trouvé de nouvel employeur, quitte volontairement son employeur ou est licencié.

En outre, en cas de cession, le nouvel employeur ou son organisme de pension ne peuvent pas refuser les réserves cédées.

Le § 2 reprend l'obligation déjà prévue pour l'affilié d'indiquer à l'employeur qu'il quitte, l'affectation qu'il a choisie pour ses réserves. Le paragraphe reprend aussi la présomption selon laquelle, lorsque ce choix n'a pas été fait dans le délai, l'affilié est supposé avoir voulu maintenir ses réserves chez son employeur précédent.

Le délai de 30 jours pour faire le choix est porté à 12 mois pour l'affilié qui n'a pas conclu un nouveau contrat de travail dans ce délai de 30 jours.

Article 11

Cet article fixe l'entrée en vigueur de l'arrêté.
L'arrêté a été adapté aux observations du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 2 avril 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires, en application de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions", a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Artikel 10, tweede streepje, wordt vervolledigd zodat de overlevingsrenten na de pensionering eveneens in aanmerking worden genomen voor de berekening van de verworven reserves en dit om een vergetelheid te ondervangen. Inderdaad zoals voorzien in artikel 2, 1^o, bevatten de aanvullende pensioenen niet alleen de rustpensioenen maar ook de overlevingspensioenen na de pensionering.

Artikel 9

De tweede paragraaf van artikel 11 wordt aangevuld om het bewijs in verband met de verplichte kennisgeving te vergemakkelijken. Deze kennisgevingen dienen schriftelijk te gebeuren.

De derde paragraaf van artikel 11 wordt vervangen. Inderdaad, dit artikel ging uit van het principe dat de prestatie beperkt tot het gedeelte van de bijdragen dat niet werd verbruikt voor de dekking van het risico, verhoogd met een interestvoet van 4,75%, lager kan zijn dan de in het reglement voorziene prestaties en dit gedurende het eerste aansluitingsjaar. In de praktijk blijkt dit echter niet alleen zelden het geval te zijn maar doet zich zelfs eerder het tegenovergestelde voor. Teneinde rekening te houden met het door deze bepaling beoogde doel wordt, indien de pensioentoezegging voorziet in de betaling van persoonlijke bijdragen, het gedeelte van de reserves met betrekking tot deze bijdragen die niet verbruikt werden voor de dekking van het risico beschouwd als verworven voor de aangeslotene.

Anderzijds verleent deze bepaling, en dit niettegenstaande artikel 7, dit recht aan de aangeslotene eveneens wanneer deze minder dan één jaar aangesloten is.

De in het huidige artikel voorziene interestvoet van 4,75 % wordt niet meer vastgesteld daar deze interestvoet mogelijk kan gewijzigd worden. Het ontwerp verwijst daarom naar de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975.

Artikel 10

Artikel 12, § 1, wordt gewijzigd teneinde klaar en duidelijk te stellen dat de wet alle gevallen beoogt van vertrek van de aangeslotene anders dan door overlijden of pensionering, vervroegde pensionering inbegrepen. Zo wordt niet alleen de werknemer beoogd die van werkgever verandert, maar ook de werknemer die op het moment dat zijn arbeidsovereenkomst ten einde loopt geen andere werkgever gevonden heeft, vrijwillig zijn werkgever verlaat of ontslagen wordt.

Daarenboven kan in geval van overdracht de nieuwe werkgever of zijn pensioeninstelling de overgedragen reserves niet weigeren.

§ 2 herneemt de reeds voorziene verplichting voor de aangeslotene om aan de werkgever die hij verlaat de bestemming mee te delen die hij gekozen heeft voor zijn reserves. De paragraaf herneemt ook de veronderstelling dat, indien er geen keuze gemaakt is binnen de vastgestelde termijn, de aangeslotene zijn reserves bij de vorige werkgever heeft willen laten.

De termijn van 30 dagen om de keuze te maken wordt gebracht op 12 maanden voor de aangeslotene die geen nieuwe arbeidsovereenkomst gesloten heeft binnen die termijn van 30 dagen.

Artikel 11

Dit artikel bepaalt de inwerkingtreding van het besluit
Het besluit werd aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 2 april 1997 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen, met toepassing van artikel 19 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels", heeft op 8 april 1997 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

En l'occurrence, l'urgence est motivée "par le fait que :

— l'article 14 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 portant exécution de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires dispose que l'adaptation formelle des règlements de pension et autres documents aux dispositions de la loi précitée doit être terminée au plus tard le 31 décembre 1998;

— l'article 15 de la loi précitée contient des dispositions pénales dans le cas où il n'est pas satisfait aux obligations imposées par cette loi ou par ses règlements d'exécution;

— cette loi contient plusieurs imprécisions qui rendent difficile ou impossible l'observation de l'article 14 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 portant exécution de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires;

— il est de ce fait nécessaire de faire disparaître sans retard ces imprécisions afin d'offrir la sécurité juridique à tous les intéressés".

Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour donner son avis, le Conseil d'Etat a dû se limiter formuler les observations suivantes.

Portée du projet

Le projet d'arrêté a pour objet de modifier la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires, afin d'éliminer un certain nombre d'imprécisions qui, dans la pratique, occasionnent des difficultés d'interprétation, et afin de compléter la loi sur quelques points.

Fondement légal

Le projet tient son fondement légal de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. Selon cette disposition, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, prendre toutes les mesures utiles afin d'adapter la législation concernant les pensions complémentaires des travailleurs salariés (1).

Examen du texte

L'article 2 du projet vise à faire figurer dans un paragraphe 1^{er} les dispositions en vigueur de l'article 4 de la loi du 6 avril 1995 et à compléter cet article par un paragraphe 2. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet énumère un certain nombre de cas de "distinctions illicites". Le paragraphe 2, alinéa 2, en projet, prévoit que le Roi peut modifier et compléter cette liste de cas.

Selon le délégué du gouvernement, les cas mentionnés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, se sont présentés dans la pratique et l'Office de contrôle des assurances — qui, en vertu de l'article 14 de la loi, est chargé de contrôler le respect de la loi — a constaté que ces cas donnent lieu à des difficultés lors de l'application de la loi. La disposition en projet a pour but d'éliminer ces difficultés.

Le paragraphe 1^{er} en projet prévoit, d'une manière générale, qu'un employeur ne peut créer de distinctions illicites entre les travailleurs. Ainsi qu'il résulte de l'expression "entre autres", l'intention n'est pas de donner, au paragraphe 2 en projet, une énumération limitative des cas illicites. Hormis les cas explicitement mentionnés, il peut encore y en avoir d'autres à propos desquels l'Office de contrôle et, s'il échet, le juge sont investis d'un pouvoir d'interprétation.

Vu sous cet angle, il est préférable de supprimer l'alinéa 2 du paragraphe 2 en projet. En effet, cette disposition paraît plutôt dénoter une énumération limitative. Le délégué a marqué son accord sur cette suppression.

(1) Au cours des travaux préparatoires relatifs à la disposition législative précitée, le Ministre a souligné que "la législation actuelle en la matière appelle un certain nombre de corrections, car elle contient des dispositions se prêtant à des interprétations contradictoires" (rapport de la commission, Doc. parl., Chambre, 1995-96, n° 607-9, p. 239).

In het voorliggend geval wordt het spoedciserend karakter gemotiveerd "door het feit dat :

— artikel 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 tot uitvoering van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen bepaalt dat de formele aanpassing van de pensioenreglementen en andere documenten aan de bepaling van voornoemde wet ten laatste op 31 december 1998 voltooid dient te zijn;

— artikel 15 van voornoemde wet strafbepalingen bevat voor het geval niet aan de verplichtingen voldaan werd opgelegd door de wet en haar uitvoeringsbesluiten;

— deze wet meerdere onduidelijkheden inhoudt die onder meer de naleving van artikel 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 tot uitvoering van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen bemoeilijken of onmogelijk maken;

— het bijgevolg noodzakelijk is om onverwijld deze onduidelijkheden weg te werken om rechtszekerheid te bieden aan alle betrokkenen".

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

Strekking van het ontwerp

Het ontwerp strekt tot de wijziging van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen, teneinde een aantal onduidelijkheden weg te werken, die in de praktijk voor interpretatieproblemen zorgen, en teneinde de wet op een aantal punten aan te vullen.

Rechtsgrond

Het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 19 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. Volgens die bepaling kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen nemen, teneinde de wetgeving inzake de aanvullende pensioenen der werknemers aan te passen (1).

Onderzoek van de tekst

Artikel 2 van het ontwerp strekt ertoe de vigerende bepalingen van artikel 4 van de wet van 6 april 1995 onder te brengen in een paragraaf 1, en dat artikel met een paragraaf 2 aan te vullen. De ontworpen paragraaf 2, eerste lid, somt een aantal gevallen van "ongeoorloofd onderscheid" op. De ontworpen paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat de Koning die lijst van gevallen kan wijzigen en aanvullen.

Volgens de gemachtigde van de regering zijn de in paragraaf 2, eerste lid, opgesomde gevallen in de praktijk voorgekomen en heeft de Controledienst voor de verzekeringen — die krachtens artikel 14 van de wet met de controle op de naleving van de wet is belast — vastgesteld dat die gevallen tot moeilijkheden bij de toepassing van de wet aanleiding geven. De ontworpen bepaling is bedoeld om die moeilijkheden uit de weg te ruimen.

De ontworpen paragraaf 1 bepaalt, in het algemeen, dat een werkgever geen ongeoorloofd onderscheid tussen werknemers mag maken. Zoals blijkt uit de woorden "onder meer", is het niet de bedoeling om in de ontworpen paragraaf 2 een limitatieve opsomming van ongeoorloofde gevallen te geven. Buiten de uitdrukkelijk genoemde gevallen kunnen er nog andere zijn, waartoe de Controledienst en eventueel de rechter een interpretatiebevoegdheid hebben.

Aldus beschouwd, is het beter het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 te schrappen. Die bepaling lijkt immers eerder te wijzen in de richting van een limitatieve opsomming. De gemachtigde is het met die schrapping eens.

(1) Tijdens de parlementaire voorbereiding van de genoemde wetsbepaling wees de Minister erop dat "de terzake vigerende wetgeving op een aantal punten moet worden gecorrigeerd, want ze bevat bepalingen die voor... elkaar tegensprekende interpretaties vatbaar zijn" (commissiesverslag, Parl. St., Kamer, 1995-96, nr. 607-9, p. 239).

La chambre était composé de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;
P. Lemmens et L. Hellin, conseillers d'Etat;
A. Alen et Mme Y. Merchiers, assesseurs de la section de législation;
Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entra la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par Mme R. Thielemans, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
W. Deroover.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;
P. Lemmens en L. Hellin, staatsraden;
A. Alen en Mevr. Y. Merchiers, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. R. Thielemans, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer J. Drijkoningen, referendaris.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
W. Deroover.

25 AVRIL 1997. — Arrêté royal portant modification de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires en application de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, notamment l'article 19;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux pensions complémentaires, notamment l'article 2 et les articles 4 à 13 y compris;

Vu l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

- l'article 14 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 portant exécution de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires dispose que l'adaptation formelle des règlements de pension et autres documents aux dispositions de la loi précitée doit être terminée au plus tard le 31 décembre 1998;

- l'article 15 de la loi précitée contient des dispositions pénales dans le cas où il n'est pas satisfait aux obligations imposées par cette loi ou par ses règlements d'exécution;

- cette loi contient plusieurs imprécisions qui rendent difficile ou impossible l'observation de l'article 14 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 portant exécution de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pensions complémentaires;

- qu'il est de ce fait nécessaire de faire disparaître sans retard ces imprécisions afin d'offrir la sécurité juridique à tous les intéressés.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 1995 relative aux régimes de pension complémentaires est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o affilié : le travailleur salarié occupé en exécution d'un contrat de travail, qui appartient à la catégorie du personnel pour laquelle l'employeur a conclu l'engagement de pension et qui remplit les conditions d'affiliation prévues dans le règlement de pension. »

Art. 2. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Tout employeur qui conclut un engagement de pension au profit des travailleurs ou d'une partie des travailleurs, ne peut créer de distinctions illicites entre les travailleurs de son entreprise qui appartiennent à une même catégorie.

§ 2. Est entre autres une distinction illicite :

- octroyer des pensions de survie exclusivement à des bénéficiaires masculins ou féminins;
- subordonner l'engagement de pension à un examen médical;

25 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen, met toepassing van artikel 19 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen, inzonderheid op artikel 2 en de artikelen 4 tot en met 13;

Gelet op artikel 84, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat :

- art. 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 tot uitvoering van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen bepaalt dat de formele aanpassing van de pensioenreglementen en andere documenten aan de bepalingen van voornoemde wet ten laatste op 31 december 1998 voltooid dient te zijn;

- artikel 15 van voornoemde wet strafbepalingen bevat voor het geval niet aan de verplichtingen voldaan werd opgelegd door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten;

- deze wet meerdere onduidelijkheden inhoudt die onder meer de naleving van art. 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 tot uitvoering van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen bemoeilijken of onmogelijk maken;

- het bijgevolg noodzakelijk is om onverwijld deze onduidelijkheden weg te werken om rechtszekerheid te bieden aan alle betrokkenen.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, 3^o van de wet van 6 april 1995 betreffende de aanvullende pensioenen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o aangeslotene : de in uitvoering van een arbeidsovereenkomst tewerkgestelde werknemer die behoort tot een categorie van het personeel waaraan de werkgever de pensioentoezegging gedaan heeft en die aan de aansluitingsvoorwaarden voorzien in het reglement voldoet. »

Art. 2. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. Elke werkgever die aan de werknemers of aan een deel van de werknemers een pensioentoezegging doet, mag geen ongeoorloofd onderscheid maken tussen de tot eenzelfde categorie behorende werknemers van zijn onderneming.

§ 2. Is onder meer een ongeoorloofd onderscheid :

- het toekennen van pensioenen bij overlijden aan mannelijke of vrouwelijke begunstigen alleen;
- het afhankelijk maken van de pensioentoezegging van een geneeskundig onderzoek;

- subordonner l'octroi de l'engagement de pension prévu dans le règlement à une décision complémentaire de l'employeur ou de l'organisme de pension.

Art. 3. L'article 5 de la même loi est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Les engagements de pension qui contiennent un engagement de paiement d'une cotisation définie en matière de pension pour l'employeur et éventuellement pour les travailleurs, ne peuvent pas faire de distinction entre hommes et femmes pour définir le niveau des cotisations des employeurs ou des cotisations des travailleurs.

Art. 4. L'article 6, § 2, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Il est illicite de ne pas continuer les régimes de pension des travailleurs qui, sur base de l'alinéa précédent, décident de ne pas adhérer à un régime dont l'engagement de pension est modifié. »

Art. 5. L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« L'affiliation est immédiate pour les travailleurs qui ont atteint au moins l'âge de 25 ans.

L'affilié peut faire valoir des prestations acquises après un an d'affiliation au règlement de pension. »

Art. 6. Dans l'article 8 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Au niveau de l'affiliation, toute distinction entre travailleurs à temps partiel et à temps plein, est interdite. »

Art. 7. A l'article 9 de la même loi, les mots « , les réserves acquises et les dates auxquelles elles sont dues » sont insérés entre les mots « acquises » et « a ».

Art. 8. A l'article 10 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Les prestations à une pension de retraite qui sont acquises dans le chef de l'affilié sont à tout moment : » sont remplacés par les mots « Les prestations relatives à la pension de retraite qui à tout moment servent de base pour le calcul des réserves acquises sont : »

2° le deuxième tiret est complété par la disposition suivante :

« Si l'engagement de pension prévoit l'octroi d'une pension de survie en cas de décès après la retraite, les prestations relatives à cette pension de survie servent de base pour le calcul de la réserve acquise en appliquant le coefficient de réversibilité défini au règlement, aux prestations relatives à la pension de retraite telles que fixées dans le présent tiret.

Art. 9. A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les avis visés à l'alinéa précédent doivent se faire par écrit. »

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si l'engagement de pension implique le paiement de cotisations de l'affilié, la partie des réserves afférente aux cotisations qui n'ont pas été consommées pour la couverture du risque, capitalisées au taux maximum de référence pour les opérations d'assurance à long terme fixé par les arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975, lui est acquise, nonobstant l'article 7. »

Art. 10. A l'article 12 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Lorsqu'il est mis fin au contrat de travail de l'affilié autrement que par le décès ou la mise à la retraite, l'affilié a le choix entre les possibilités suivantes :

1° céder les réserves acquises conformément à l'article 10, à l'organisme de pension du nouvel employeur éventuel avec lequel il a conclu un contrat de travail dans le cas où il est affilié au plan de pension de cet employeur;

2° céder les réserves acquises conformément à l'article 10, à l'un des organismes qui gèrent des pensions extra-légales comme le prévoit l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-

- het afhankelijk maken van de toekenning van de pensioentoezegging waarin het reglement voorziet van een bijkomende beslissing van de werkgever of de pensioeninstelling.

Art. 3. Artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt :

« De pensioentoezeggingen die een toezegging tot betaling van een vastgestelde pensioenbijdrage inhouden voor de werkgever en eventueel voor de werknemers mogen geen onderscheid maken tussen mannen en vrouwen om het niveau van de werkgeversbijdragen of de werknemersbijdragen te bepalen. »

Art. 4. Artikel 6, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het is niet geoorloofd de pensioenstelsels der werknemers, die op basis van het vorige lid beslissen niet toe te treden tot een gewijzigde pensioentoezegging, niet verder te zetten. »

Art. 5. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aansluiting is onmiddellijk voor de werknemers die ten minste de leeftijd van 25 jaar bereikt hebben.

De aangeslotene kan verworven prestaties laten gelden na één jaar aansluiting bij het pensioenreglement. »

Art. 6. In artikel 8 van dezelfde wet wordt vóór het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« Op het vlak van de aansluiting is ieder onderscheid tussen deeltijdse en voltijdse werknemers ongeoorloofd. »

Art. 7. In artikel 9 van dezelfde wet worden tussen de woorden « prestaties » en « mee » de woorden « , de verworven reserves en de data waarop deze verschuldigd zijn » ingevoegd.

Art. 8. In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « De verworven prestaties op een rustpensioen in hoofde van de aangeslotene zijn op ieder ogenblik : » worden vervangen door de woorden « De prestaties met betrekking tot het rustpensioen die op ieder ogenblik als basis dienen voor de berekening van de verworven reserves zijn : »

2° het tweede streepje wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Indien de pensioentoezegging voorziet in het toekennen van een overlevingspensioen in geval van overlijden na de pensioenleeftijd, dienen de prestaties die betrekking hebben op dit pensioen als basis voor de berekening van de verworven reserve door de factor van overdraagbaarheid, bepaald in het reglement, toe te passen op de prestaties met betrekking tot het rustpensioen zoals vastgesteld in dit streepje. »

Art. 9. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het vorige lid bedoelde kennisgevingen dienen schriftelijk te gebeuren. »

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Indien de pensioentoezegging voorziet in de betaling van persoonlijke bijdragen van de aangeslotene is, niettegenstaande artikel 7, het gedeelte van de reserves met betrekking tot de bijdragen die niet verbruikt werden voor de dekking van het risico gekapitaliseerd tegen de maximum referentierentevoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur vastgesteld door de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975, verworven. »

Art. 10. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Wanneer aan de arbeidsovereenkomst van de aangeslotene een einde wordt gesteld, anders dan door overlijden of door op pensioeninstelling, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden :

1° de overeenkomstig artikel 10 verworven reserves overdragen naar de pensioeninstelling van de eventuele nieuwe werkgever met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, bij het geval hij wordt aangesloten in het pensioenplan van deze werkgever;

2° de overeenkomstig artikel 10 verworven reserves overdragen naar één van de instellingen die buitenwettelijke pensioenen beheren zoals voorzien in het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de

légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

3° laisser les réserves acquises auprès de l'organisme de pension de son employeur précédent.

Si l'affilié opte pour la première possibilité, ni le nouvel employeur ni l'organisme de pension du nouvel employeur ne peuvent refuser les réserves cédées.

Lorsque l'affilié opte pour le 3°, il conserve un droit à la pension sans versement et les mêmes règles d'octroi de participations bénéficiaires ou de produit net que les affiliés pour lesquels il n'a pas été mis fin au contrat de travail.

Le Roi fixe, sur proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Affaires économiques, les modalités de cession. »

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'affilié doit indiquer à l'employeur qu'il quitte, dans les trente jours qui suivent la communication visée à l'article 11, § 2, laquelle des trois options il a choisie.

Lorsque l'affilié a laissé expirer le délai visé à l'alinéa 1^{er}, il est présumé avoir opté pour le maintien de ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension de son employeur précédent. Dans ce cas, le § 1^{er}, alinéa 3, est d'application.

Pour l'affilié qui n'a pas conclu de contrat de travail avec un nouvel employeur endéans les 30 jours visés à l'alinéa 1^{er}, la période de 30 jours est portée à 12 mois. »

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

toezegging van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld oij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

3° zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling van zijn vorige werkgever laten.

Wanneer de aangeslotene voor de eerste mogelijkheid kiest kan de nieuwe werkgever of de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever de overgedragen reserves niet weigeren.

Wanneer de aangeslotene voor de mogelijkheid 3° kiest, behoudt hij een premievrije pensioenaanspraak en dezelfde toekenningsregels van winstelingen of netto opbrengst als de aangeslotenen waarvoor geen einde aan de arbeidsovereenkomst werd gesteld.

De Koning stelt, op voordracht van de Minister van Pensioenen en de Minister van Economische Zaken, de modaliteiten van de overdracht vast. »

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De aangeslotene dient binnen de 30 dagen, na de in artikel 11, § 2. bedoelde mededeling, aan de werkgever aan te geven welke van de drie mogelijkheden hij kiest.

Wanneer de aangeslotene de in het eerste lid bedoelde termijn heeft laten verstrijken, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling van zijn vorige werkgever. In dat geval is § 1, derde lid, van toepassing.

Voor de aangeslotene die geen arbeidsovereenkomst gesloten heeft met een nieuwe werkgever binnen de in het eerste lid bedoelde 30 dagen, wordt de periode van 30 dagen op 12 maanden gebracht. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 1997.

ALBERT

Van Koringswege :

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 868

[C - 97/22335]

Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui vous est soumis pour signature, est pris en exécution de la loi du 26 juillet 1996 et plus particulièrement de l'article 15.

L'article 1^{er} modifie les conditions requises pour pouvoir bénéficier de la pension de survie temporaire (une pension de survie octroyée pour une durée de douze mois). Désormais, on ne pourra plus bénéficier de cette pension de survie temporaire que dans les cas où le conjoint survivant :

— ne satisfait pas, au moment du décès, aux conditions requises en matière d'âge (45 ans) et de durée du mariage (un an au moins);

— ne satisfait plus aux conditions pour pouvoir bénéficier d'une pension de survie, à savoir s'il a moins de 45 ans et qu'il perd la charge d'enfant.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 868

[C - 97/22335]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, met toepassing van artikel 15 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, is genomen in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 en meer in het bijzonder van artikel 15.

Artikel 1 wijzigt de voorwaarden om het tijdelijk overlevingspensioen te kunnen genieten (een overlevingspensioen dat voor een duur van twaalf maanden wordt toegekend). Voortaan zal men dit tijdelijk overlevingspensioen nog uitsluitend kunnen genieten in de gevallen dat de langstlevende echtgenoot :

— op het ogenblik van het overlijden niet voldoet aan de voorwaarden inzake leeftijd (45 jaar) en duur van het huwelijk (tenminste één jaar);

— niet meer aan de voorwaarden voor het genot van een overlevingspensioen voldoet, nl. indien hij minder dan 45 jaar oud is en de kinderlast verliest.